

PARLEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Session ordinaire 2022-2023

[DATE]

Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO

Développements

La société de droit public NEO a été constituée par la Région, la Ville de Bruxelles et Brussels Expo, conformément à l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée. Elle a pour mission de favoriser, réaliser ou faire réaliser l'aménagement et le développement du plateau du Heysel et sa gestion opérationnelle subséquente, en ce compris, au besoin, l'exploitation d'un ou de plusieurs des bâtiments qui y seront érigés (article 3 de l'ordonnance du 27 février 2014).

Le droit belge des sociétés a été réformé en 2019 par l'introduction du Code des sociétés et des associations (le « CSA »). L'une des modifications importantes apportées par le CSA au régime légal des sociétés coopératives résulte de la nouvelle définition de ce type de société. Plus précisément, l'article 6:1, §1, du CSA mentionne que « *La société coopérative a pour but principal la satisfaction des besoins et/ou le développement des activités économiques et/ou sociales de ses actionnaires ou bien de tiers intéressés notamment par la conclusion d'accords avec ceux-ci en vue de la fourniture de biens ou de services ou de l'exécution de travaux dans le cadre de l'activité que la société coopérative exerce ou fait exercer* ». Une société coopérative doit donc désormais poursuivre une finalité coopérative.

Au regard de la nouvelle définition de la société coopérative prévue à l'article 6:1 du CSA, la société NEO ne peut plus être valablement qualifiée de société coopérative et doit donc être transformée vers une autre forme juridique. Il est proposé ici que la société NEO soit transformée en société à responsabilité limitée, conformément aux décisions de principe prises en ce sens au sein du conseil d'administration de la société, composé de sept représentants de la Région et de sept représentants de la Ville et de Brussels Expo (article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014).

La modification des statuts de la société par son assemblée générale, ne peut toutefois prendre effet que si elle est approuvée par le gouvernement régional et par le conseil communal de la Ville de Bruxelles (article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014). En l'état, cependant, l'ordonnance du 27 février 2014 fait expressément référence à la forme de la société coopérative à responsabilité limitée et rend applicables à NEO les dispositions de l'ancien Code des sociétés afférentes à cette forme sociétale. L'approbation de la modification statutaire requiert donc qu'il soit préalablement procédé à la modification de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO.

En outre, il convient de relever qu'en toute hypothèse, la dernière étape de l'entrée en vigueur du CSA à l'égard des sociétés préexistant à son adoption emportera d'office, au 1^{er} janvier 2024, la transformation de la société NEO en société à responsabilité limitée. En effet, l'article 41, § 2, de la loi du 23 mars 2019 introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses prévoit que « *Les personnes morales qui ont adopté une des formes légales mentionnées au paragraphe 1er et qui à la date du 1er janvier 2024 n'ont pas été transformées en une autre forme légale sont à cette date transformées de plein droit comme suit: (...) - la société coopérative à responsabilité limitée qui ne répond pas à la définition de société coopérative énoncée à l'article 6:1 du Code devient une société à responsabilité limitée (...)* ».

Il en résulte que, faute d'intervention législative, la société NEO deviendrait de plein droit, au 1^{er} janvier 2024 une société à responsabilité limitée, au regard du Code des sociétés et associations, sans toutefois que les aménagements spécifiques prévus par son ordonnance organique, en *dérogation*, notamment, à certaines dispositions applicables jusqu'à présent aux sociétés commerciales, aient été adaptés afin de conserver pleinement leur effectivité dans ce nouveau cadre juridique. L'obsolescence de la

terminologie et des renvois contenus actuellement dans l'ordonnance NEO placerait donc la société et son fonctionnement dans une insécurité juridique préjudiciable à la bonne réalisation de ses missions.

Le présent projet d'ordonnance a donc pour objectif de modifier l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, afin de refléter le changement de forme juridique en société à responsabilité limitée ainsi que la nouvelle terminologie utilisée dans le CSA pour ce type de société, tout en préservant les spécificités propres à cette société de droit public.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas de commentaires.

Article 2

Cet article vise à modifier, à l'article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014 précitée, la terminologie utilisée pour identifier la forme sociétale de NEO et le vocabulaire associé à cette forme sociétale.

C'est par la modification de cette disposition que la transformation de NEO en société à responsabilité limitée est effectivement rendue possible par adaptation des statuts de la société et approbation de ceux-ci par ses fondateurs.

Article 3

Cet article permet d'adapter, à l'article 4 de l'ordonnance du 27 février 2014, la définition du cadre juridique applicable à NEO à sa nouvelle forme sociétale et à l'application, pour l'avenir, du Code des sociétés et associations. Cette adaptation ne modifie en rien la portée des dispositions spécifiques de l'ordonnance venant aménager, sur certains points, le régime juridique devant lui être appliqué, en considération de sa nature de société de droit public. La dernière phrase de l'article 4 doit être supprimée puisque l'ancienne distinction entre actes civils et actes commerciaux n'a plus cours en droit belge.

Article 4

Les modifications apportées à l'article 5 de l'ordonnance du 27 février 2014 visent à nouveau, uniquement, à adapter la terminologie utilisée à la nouvelle forme sociétale de la société, ainsi que la restriction faite, dans cette disposition, au cadre juridique applicable en matière de causes de dissolution. Il s'agit donc de préserver le principe posé en 2014, selon lequel seule une décision des deux autorités publiques ayant fondé la société peut entraîner sa dissolution.

Article 5

Les modifications apportées par cette disposition à l'article 6 de l'ordonnance du 27 février 2014 visent essentiellement à tenir compte de la suppression par le CSA de la notion de capital au sein des SRL. Le CSA fait en effet désormais référence aux capitaux propres mis à disposition d'une SRL et il convient d'utiliser cette nouvelle terminologie. Il s'agit également de refléter le vocabulaire applicable aux actionnaires et aux actions des sociétés à responsabilité limitée, celui-ci étant distinct de celui applicable aux sociétés coopératives.

Article 6

Les modifications apportées par cette disposition à l'article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014 sont du même ordre que celles introduites par les articles 4 et 5 commentés ci-dessus.

[SIGNATURE DES DEPOSITAIRES]

PROJET D'ORDONNANCE

modifiant l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO

Article 1er

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

A l'article 2 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. à l'alinéa 1^{er}, le mot « coopérative » est supprimé.
- 2°. au deuxième alinéa, les mots « en capital » sont supprimés.
- 3°. au troisième alinéa, le mot « associés » est remplacé par le mot « actionnaires ».

Article 3

A l'article 4 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le mot « coopératives » est supprimé ;
- 2°. le sigle « SCRL » est remplacé par « SRL » ;
- 3°. les termes « d'associés » sont remplacés par « d'actionnaires » ;
- 4°. la seconde phrase est supprimée.

Article 4

A l'article 5 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Les dispositions du Livre XX « Insolvabilité des entreprises » du Code de droit économique ne sont pas applicables à NEO ».

- 2°. dans la deuxième phrase de cette disposition, le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires ».

- 3°. la dernière phrase de cette disposition est remplacée par la phrase suivante :

« Toutes les autres causes de dissolution, en ce compris celle prévue à l'article 5: 153 du Code des sociétés et des associations, ne sont pas applicables ».

Article 5

A l'article 6 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le terme « parts » est systématiquement remplacé par « actions »,
- 2°. le terme « part » est systématiquement remplacé par « action »,
- 3°. le terme « catégorie » est systématiquement remplacé par « classe »,
- 4°. le terme « associés » est systématiquement remplacé par « actionnaires ».
- 5°. à l'alinéa 4, première phrase, les termes « de la part fixe et de la part variable du capital social » sont remplacés par « des capitaux propres ».
- 6°. à l'alinéa 4, deuxième phrase, les termes « parts fixe et variable du capital » sont remplacés par « capitaux propres ».
- 7°. à l'alinéa 4, dernière phrase, « l'article 551 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:46 du Code des sociétés et des associations ».
- 8°. à l'alinéa 5, « l'article 370 du Code des sociétés » est remplacé par « l'article 5:155 du Code des sociétés et des associations ».
- 8°. le dernier alinéa est supprimé.

Article 6

A l'article 7 de l'ordonnance du 27 février 2014 relative à la société NEO, les modifications suivantes sont apportées :

- 1°. le terme « associés » est remplacé par le terme « actionnaires » ;
- 2°. le terme « catégorie » est remplacé par le terme « classe ».

[SIGNATURE DES DEPOSITAIRES]

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

Gewone zitting 2022-2023

[DATUM]

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO

Uiteenzetting

De publiekrechtelijke vennootschap NEO werd door het Brussels Gewest, de stad Brussel en Brussels Expo op basis van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid. Haar opdracht bestaat erin de inrichting en de ontwikkeling van de Heizelvlakte evenals het daaropvolgende operationele beheer te bevorderen, te verwezenlijken of te doen verwezenlijken, met inbegrip van, indien nodig, de exploitatie van een of meerdere gebouwen die er zullen worden opgericht (artikel 3 van de ordonnantie van 27 februari 2014).

Het Belgische vennootschapsrecht werd in 2019 hervormd met de invoering van het wetboek van vennootschappen en verenigingen (het WVV). Een van de belangrijke wijzigingen die op basis van het wetboek van vennootschappen en verenigingen aan de wettelijke regeling voor coöperatieve vennootschappen werd aangebracht, vloeit voort uit de nieuwe definitie van dit soort vennootschap. Zo staat in artikel 6:1, §1 van het WVV het volgende: *“De coöperatieve vennootschap heeft tot voornaamste doel aan de behoeften van haar aandeelhouders dan wel derde belanghebbende partijen te voldoen en/of hun economische en sociale activiteiten te ontwikkelen, onder meer door met hen overeenkomsten te sluiten over de levering van goederen, de verrichting van diensten of de uitvoering van werken in het kader van de activiteit die de coöperatieve vennootschap uitoefent of laat uitoefenen”*. Een coöperatieve vennootschap moet dus voortaan een coöperatief doel nastreven.

Uitgaande van de nieuwe definitie van een coöperatieve vennootschap die in artikel 6:1 van het WVV is opgenomen, kan de vennootschap NEO niet langer geldig worden aanzien als een coöperatieve vennootschap. Zij dient bijgevolg een andere rechtsvorm aan te nemen. Hierbij wordt voorgesteld om de vennootschap NEO om te vormen tot een besloten vennootschap, zoals principieel werd beslist door de raad van bestuur van de vennootschap, bestaande uit zeven vertegenwoordigers van het Brussels Gewest en zeven vertegenwoordigers van de stad Brussel en Brussels Expo (artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014).

De door de algemene vergadering gewijzigde statuten van de vennootschap kunnen echter pas in werking treden, nadat ze zijn goedgekeurd door de Brusselse regering en door de gemeenteraad van de stad Brussel (artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014). In de huidige versie van de ordonnantie van 27 februari 2014 is er echter nog uitdrukkelijk sprake van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid en staat dat de bepalingen van het vroegere vennootschapswetboek over die vennootschapsvorm van toepassing zijn op NEO. Om de gewijzigde statuten te kunnen goedkeuren, moet dus eerst de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden gewijzigd.

Voorts dient erop gewezen dat de vennootschap NEO op 1 januari 2024, wanneer de laatste fase van de inwerkingtreding van het WVV voor de reeds bestaande vennootschappen ingaat, in elk geval automatisch zal worden omgezet in een besloten vennootschap. In artikel 41, §2 van de wet van 23 maart 2019 tot invoering van het wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen is namelijk het volgende bepaald: *“De rechtspersonen die een van de in paragraaf 1 vermelde rechtsvormen hebben aangenomen en op 1 januari 2024 nog niet in een andere rechtsvorm zijn omgezet, worden op die dag van rechtswege als volgt omgezet: (...) - de coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid die niet aan de definitie van coöperatieve vennootschap in artikel 6:1 van het Wetboek beantwoordt, wordt een besloten vennootschap (...)”*.

Aldus zou de vennootschap NEO zonder wetgevend initiatief op 1 januari 2024 op grond van het wetboek van vennootschappen en verenigingen van rechtswege een besloten vennootschap worden, zonder dat de specifieke regels in de bijhorende organieke ordonnantie die *afwijken* van sommige tot nu toe geldende bepalingen voor handelsvennootschappen werden aangepast, zodat ze in de nieuwe rechtsregeling ten volle hun uitwerking zouden kunnen behouden. De verouderde terminologie en de achterhaalde verwijzingen die de NEO-ordonnantie vandaag bevat, zouden leiden tot rechtsonzekerheid voor de vennootschap en haar werking, waardoor de goede uitvoering van haar opdrachten in het gedrang dreigt te komen.

Deze ontwerpordonnantie strekt er dus toe de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO te wijzigen om haar rechtsvorm om te zetten in een besloten vennootschap en er de nieuwe terminologie in te verwerken die in het WVV voor dit soort vennootschap wordt gebruikt, maar daarbij wel de specifieke eigenschappen van deze publiekrechtelijke vennootschap te behouden.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

Dit artikel beoogt in artikel 2 van de voormelde ordonnantie van 27 februari 2014 de gebruikte terminologie waarmee verwezen wordt naar de vennootschapsvorm van NEO en de met die vennootschapsvorm samenhangende woordenschat te wijzigen.

De wijziging van deze bepaling maakt het mogelijk om NEO om te vormen tot een besloten vennootschap door de statuten van de vennootschap aan te passen en die door haar oprichters te laten goedkeuren.

Artikel 3

Dit artikel stemt de verwijzing naar het voor NEO geldende rechtskader in artikel 4 van de ordonnantie van 27 februari 2014 af op haar nieuwe vennootschapsvorm en op de toekomstige toepassing van het wetboek van vennootschappen en verenigingen. Die aanpassing verandert niets aan de draagwijdte van de specifieke bepalingen van de ordonnantie waardoor de rechtsregeling die erop van toepassing is, op sommige vlakken een eigen invulling krijgt, die aanleunt bij haar statuut van publiekrechtelijke vennootschap. De laatste zin van artikel 4 moet geschrapt worden, omdat het vroegere onderscheid tussen burgerlijke en commerciële handelingen niet langer geldt in het Belgisch recht.

Artikel 4

Ook de wijzigingen aan artikel 5 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn enkel bedoeld om de gehanteerde terminologie aan te passen aan de nieuwe vennootschapsvorm van de vennootschap en daarnaast om de in deze bepaling vervatte beperking op het toepasselijke rechtskader in verband met de oorzaken van ontbinding aan te passen. Het in 2014 vastgestelde principe dat de vennootschap alleen kan worden ontbonden op basis van een beslissing van de twee overheden die haar hebben opgericht, blijft dus behouden.

Artikel 5

De door deze bepaling aangebrachte wijzigingen aan artikel 6 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn voornamelijk bedoeld om rekening te houden met de afschaffing van het kapitaalconcept bij besloten vennootschappen door het WVV. Het WVV verwijst voortaan immers naar het ter beschikking gestelde eigen vermogen van een besloten vennootschap. Die nieuwe terminologie dient dan ook te worden gebruikt. Het komt er ook op aan de woordenschat af te stemmen op degene die gehanteerd wordt voor de aandeelhouders en aandelen van een besloten vennootschap, die anders is dan die voor coöperatieve vennootschappen.

Artikel 6

De door deze bepaling aangebrachte wijzigingen aan artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014 zijn van dezelfde aard als degene die worden ingevoerd door de hierboven besproken artikelen 4 en 5.

[HANDTEKENING VAN DE INDIENAARS]

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

tot wijziging van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO

Artikel 1

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

In artikel 2 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. in het eerste lid worden de woorden “coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid” vervangen door de woorden “besloten vennootschap”.

2°. in het tweede lid worden de woorden “het kapitaal van” geschrapt.

3°. in het derde lid wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

Artikel 3

In artikel 4 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de woorden “coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid” worden vervangen door de woorden “besloten vennootschappen”;

2°. het letterwoord “CVBA” wordt vervangen door “BV”;

3°. ...

4°. de tweede zin wordt geschrapt.

Artikel 4

In artikel 5 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. de eerste zin wordt vervangen door de volgende zin:

“De bepalingen van Boek XX “Insolventie van ondernemingen” van het wetboek van economisch recht zijn niet van toepassing op NEO”.

2°. in de tweede zin van deze bepaling wordt het woord “vennoten” vervangen door het woord “aandeelhouders”.

3°. de laatste zin van deze bepaling wordt vervangen door de volgende zin:

“Alle andere oorzaken van ontbinding, met inbegrip van die waarin voorzien in artikel 5:153 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn niet van toepassing”.

Artikel 5

In artikel 6 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. ...

2°. ...

3°. het woord “categorie” wordt stelselmatig vervangen door het woord “klasse”,

4°. het woord “vennoten” wordt stelselmatig vervangen door “aandeelhouders”.

5°. in de eerste zin van het vierde lid worden de woorden “van het vast gedeelte en het variabel gedeelte van het kapitaal” vervangen door “van het eigen vermogen”.

6°. in de tweede zin van het vierde lid worden de woorden “de vaste en variabele gedeelten van het kapitaal” vervangen door “het eigen vermogen”.

7°. in de laatste zin van het vierde lid wordt “artikel 551 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door “artikel 5:46 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

8°. in het vijfde lid wordt “artikel 370 van het Wetboek van Vennootschappen” vervangen door “artikel 5:155 van het wetboek van vennootschappen en verenigingen”.

8°. het laatste lid wordt geschrapt.

Artikel 6

In artikel 7 van de ordonnantie van 27 februari 2014 betreffende de vennootschap NEO worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1°. het woord “vennoten” wordt vervangen door het woord “aandeelhouders”;

2°. het woord “categorie” wordt vervangen door het woord “klasse”.

[HANDTEKENING VAN DE INDIENAARS]